Annex

Curricula vitae[[1]](#footnote-2)\*

Rabah Boudache (Algérie)

[Original: French]

I. Fonction actuelle

Chargé d’études et de synthèse (conseiller) au cabinet du Ministre de la justice.

II. Langues

• La langue arabe : Très bon

• La langue française : Très bon

• La langue anglaise : Niveau moyen

III. Formations

• Diplôme d’études spécialisées en droits de l’homme obtenu à l’Université Saint-Louis Bruxelles : Septembre 2004–2005 ;

• Diplôme de l’École Nationale d’Administration (Section judiciaire) 1986 1990 ;

• Baccalauréat série sciences expérimentales (session juin 1985).

IV. Formations professionnelles de courte durée

1. Participation à un cycle de formation des formateurs dans le domaine “Droits de l’homme dans la pratique de la police judiciaire” en 2015 animé par des experts du Comité International de la Croix Rouge à l’Institut National de la Police ;

2. Participation à une formation sur la gestion des affaires complexes en 2013, animée par des experts américains et organisée par le département d’Etat Américain ;

3. Participation à une formation intitulée “la lutte contre le terrorisme : tendances futures et nouvelle approche pour vaincre la menace terroriste” en 2011, organisée par le centre d’excellence de lutte contre le terrorisme (OTAN) ;

4. Participation à une formation sur la lutte contre la corruption et le crime organisé en 2011, organisée par le ministère de la justice des Etats-Unis d’Amérique et animée par des experts américains ;

5. Participation à un atelier sur les infractions de cybercriminalité en 2010 organisé par le ministère de la justice des Etats-Unis d’Amérique ;

6. Participation à une formation relative à l’organisation et à la gestion des enquêtes économiques et financières en 2010, animée par des experts étrangers ;

7. Participation à une conférence nationale intitulée “Promouvoir les modes alternatives à l’emprisonnement” organisé au cercle de l’armée en 2009 ;

8. Participation à une formation relative au droit pénal économique en 2006.

V. Expérience professionnelle

1. Chargé d’études et de synthèse (conseiller) au cabinet du Ministre de la justice, garde des sceaux de 2019 à ce jour, chargé des questions relatives aux droits de l’homme, notamment :

• La mise en conformité de la législation nationale avec les normes du droit international des droits de l’homme ;

• La réalisation des études relatives aux questions des droits de l’homme ;

• La préparation, avec les structures concernées, des rapports et des réponses adressés aux organes de la charte et des traités et la mise en œuvre des avis, décisions ou recommandations de ces derniers ;

• La préparation, avec les structures concernées, des réponses adressées aux ONG.

2. Nommé Juge à la cour suprême depuis le 29 septembre 2021;

3. Conseiller près la Cour de Justice d’Alger de 2014 à 2018 ;

4. Procureur de la République près le tribunal de Rouïba, Wilaya d’Alger de 2010 à 2014;

5. Procureur de la République près le tribunal de Boumerdes de 2008 à 2010 ;

6. Procureur de la République près le tribunal d’Akbou – Wilaya de Bejaia (2000–2004) et de (2005–2008) ;

7. Procureur de la République près le tribunal de Draa-El-Mizan Wilaya de Tizi Ouzou (1996–2000) ;

8. Procureur de la République près le tribunal de Metlili wilaya de Ghardaia (novembre 1992–1996) ;

9. Juge près le tribunal de Ghardaia (septembre 1990 à novembre 1992).

VI. Autres expériences professionnelles en matière des droits de l’homme

1. Enseignant, à temps partiel, à l’école nationale de la magistrature pour les matières des droits de l’homme, du droit pénal et du juge d’instruction (2010–2013) ;

2. Président de la commission installée au ministère de la justice, chargée de l’élaboration du rapport de l’Algérie relatif à l’examen périodique universel à présenter devant le conseil des droits de l’homme en 2022 (2021–2022) ; La participation, en tant que membre ou comme président, dans les travaux des commissions chargées de la mise en conformité de la législation nationale avec les normes du droit international des droits de l’homme, notamment, en matière de garde à vue, de la détention provisoire, du droit à la défense, du délai raisonnable, des atteintes à la vie privée, de la traite des êtres humains, des atteintes aux biens, de la discrimination sous toutes ses formes, du droit d’accès à la justice etc ... Ainsi, j’ai participé en tant que :

(a) Président de la commission chargée de la révision du code de procédure pénale (2020–2021) ;

(b) Membre du conseil scientifique du centre de recherches juridiques et judiciaires de 2021 à ce jour ;

(c) Membre de la commission chargée de l’élaboration du décret présidentiel relatif à la composition et les attributions de l’observatoire national de la société civile (2021) ;

(d) Président de la commission chargée de l’élaboration du décret présidentiel relatif à l’exemption de présentation des extraits de casier judiciaire et des certificats de nationalité dans les dossiers administratifs (2020) ;

(e) Membre de la commission chargée de l’élaboration du projet de loi relative à la discrimination et le discours de la haine (2020) ;

(f) Membre de la commission chargée de l’élaboration du projet de loi relative aux bandes de quartiers (2020) ;

(g) Membre de la commission chargée d’élaborer le projet du tribunal pilote en collaboration avec le PNUD (2013) ;

(h) Membre de la commission chargée de l’élaboration de la table des infractions (2012) ;

(i) Membre de la commission chargée d’élaborer la carte judiciaire de 2011 à 2012 ;

(j) Membre de la commission chargée de la révision du code pénal de 2007 à 2008.

VII. Autres expériences professionnelles

1. Enseignant, à temps partiel, à l’école nationale du greffe (2008–2009) ;

2. Président du groupe de travail chargé de la coopération judiciaire Algéro-Suisse (2021) ;

3. Président de la commission chargée de l’élaboration de la loi relative au sceau de l’Etat (2021) ;

4. Président de la commission installée au niveau du ministère de la justice, chargée de la sélection des candidats pour les formations à l’étranger de 2019 à ce jour ;

5. Membre de la délégation algérienne aux travaux de la huitième session de la conférence des Etats parties à la convention des Nations Unis contre la corruption (2019) ;

6. Membre de jury chargé de l’évaluation des mémoires de sortie (master 2) des officiers de la police judiciaire du ministère de la défense nationale (2011) ;

7. Membre de la commission relative à l’organisation des examens de sortie des officiers de la police judiciaire à l’école supérieure de la gendarmerie nationale (2011) ;

8. Membre de jury chargé des examens oraux relatifs à l’accès à l’Ecole Nationale de la Magistrature (2011) ;

9. Membre de la commission chargée de l’élaboration du programme de formation des greffiers en matière de l’organisation des services du parquet de la république (2008) ;

10. Membre de la commission chargée de l’élaboration du programme de formation des greffiers en matière de gestion des pièces à conviction (2008).

VIII. Contributions scientifiques

1. Communication intitulée “modes alternatives pour le règlement des litiges en matière pénale” lors du colloque organisé le 18/06/2014 par le centre de recherche juridique et judiciaire ;

2. Communication intitulée “L’intime conviction en matière criminelle, parue dans la revue du centre de recherches juridiques et judiciaires en 2010 (consultable sur le site internet de ce centre) ;

3. Mémoire de fin d’études intitulée “Les conséquences légales en matière de divorce” soutenue à l’Ecole Nationale d’Administration (juin 1990) ;

4. Communication intitulée “les problématiques issues de l’application de la loi relative à la prévention et la lutte contre la drogue et les psychotropes”.

1. \* Curricula vitae are issued without formal editing. [↑](#footnote-ref-2)